

*Initiatives ministérielles*

On pourrait penser qu'au Canada, le ministre pourrait dire aux Canadiens qu'il est utile et juste que les personnes qui travaillent et les employeurs soient forcés de contribuer d'une certaine façon à la diminution de la dette publique et que c'est par le biais de leurs contributions excédentaires au compte d'assurance-chômage que cela se fait.

Mais le ministre des Finances ne l'a pas dit et le Comité permanent des finances qui devait examiner la politique budgétaire du gouvernement ne l'a pas dit. Je pense qu'il y a un manque de franchise qui est peut-être inquiétant pour les contribuables canadiens qui nous écoutent.

La deuxième chose que le ministre n'a pas dite et que le Comité permanent des finances n'a pas relevée, c'est le fait que la réduction des transferts sociaux qui a été mise de l'avant par le gouvernement lui a permis de se défausser de sa dette sur les provinces.

On sait que le gouvernement canadien faisait des transferts d'argent aux provinces au titre de l'éducation, au titre de la santé, au titre des services sociaux. Depuis quelques années, il y a une réduction des transferts.

• (1955)

Alors, c'est évident qu'il y a, à ce moment-là, une dépense moins grande qui est faite par le gouvernement fédéral, mais les contribuables canadiens et québécois, eux, ne voient pas leurs contributions diminuer, parce que ce sont les provinces qui ont soit l'odieuse de taxer, soit l'odieuse de diminuer les dépenses et de diminuer les services. Je pense que le ministre aurait dû être franc et dire: «Oui, dans les prévisions de dépenses et de diminution du déficit que je prévois pour les prochaines années, il y a le fait que je vais donner moins pour la santé, pour l'éducation et les services sociaux».

Le Comité permanent des finances, qui se doit d'examiner les politiques du ministre, en toute franchise pour les citoyens canadiens, aurait dû le mentionner dans son rapport, et cela n'a pas été fait. Mais je pense que ce n'est pas le plus grave de toute cette question. Ni le ministre des Finances ni le Comité permanent des finances, qui devait examiner ces politiques, n'a situé toute la question de la dette publique dans un contexte mondial. On nous présente souvent la dette publique, qui est évidemment trop élevée, inquiétante, dans la perspective de nos amis du Parti réformiste, où en soi on assimile la dette publique à une dette privée.

On dit souvent qu'on dépense trop, comme un citoyen qui dépense plus d'argent qu'il n'en gagne, et qu'à ce moment-là il devrait limiter ses dépenses ou des choses comme ça. On devrait couper, on devrait limiter, on devrait diminuer les services sociaux, on devrait diminuer les services, on devrait couper dans les pensions des personnes âgées, on devrait réduire les prestations d'assurance-chômage. En fait, on devrait tout couper. Puis on se rend compte que, si on coupait tout, on serait probablement encore en déficit. Si on coupait l'ensemble même de la fonction publique fédérale ou des budgets de fonctionnement du gouvernement fédéral, on serait encore endettés, en déficit.

Je pense que le comité aurait peut-être dû élargir un peu la perspective et nous situer dans une perspective mondiale. On sait que la question de l'endettement public n'est pas un problème proprement canadien ni proprement québécois, c'est un problème mondial. J'ai simplement quelques chiffres à vous présenter.

Les pays de l'OCDE, l'an passé, avaient une dette de 13 000 milliards de dollars. La dette extérieure des pays en voie de développement était de 1 900 milliards de dollars.

Vous voyez, que ce soit la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, tout le monde est endetté. Les États-Unis ont une dette énorme. Ils auraient une dette d'environ 4 900 milliards de dollars. Cette dette, comme la dette du Canada, a progressé pendant les dernières années, particulièrement sous le règne de M. Reagan et sous le règne de M. Bush, qui étaient des gens connus pour partager les idées de nos amis du Parti réformiste, des gens qui disaient: «Coupons dans les services sociaux, coupons dans les sommes que l'État va donner aux plus démunis, diminuons les impôts pour favoriser les personnes qui sont plus riches. Ces gens auront à ce moment plus d'argent, vont investir».

En fait, tous les slogans que nous ressassent à coeur de semaine nos amis du Parti réformiste, aux États-Unis, on a tenté l'expérience, et pendant le règne de M. Reagan et de M. Bush, qui partageaient ces idées, la dette publique américaine a quintuplé. Elle est passée d'environ 1 000 milliards de dollars à près de 5 000 milliards de dollars. Alors, on voit qu'il y a un problème qui n'est pas spécifiquement canadien, qui n'est pas spécifiquement québécois. Je m'étonne que le ministre des Finances et que le Comité permanent des finances ne se soient pas questionnés sur la dimension internationale de ce problème. Ce n'est pas vrai que c'est simplement en disant qu'on dépense trop pour telle ou telle catégorie de la population et qu'on devrait couper, qu'on devrait réduire les dépenses, qu'on réglerait ce problème.

Ce problème est un problème canadien, bien sûr, est un problème québécois. Ce sont nos gouvernements qui, à un moment donné, pour maintenir le niveau de vie des Canadiens et des Québécois, pour maintenir les programmes et les services qui sont les nôtres, ont été forcés de s'endetter. Mais ce n'est pas simplement au Québec et au Canada qu'on l'a fait. On l'a fait partout dans le monde.

• (2000)

On l'a fait et on se retrouve actuellement avec une économie en crise. On se rend compte que partout, au coeur de la crise économique, il y a la question de la dette publique. C'est très complexe. Souvent, certains collègues présentent les solutions de façon simpliste. C'est sûr qu'il faut prendre des mesures, il faut en prendre au Canada, mais il faut également en prendre sur le plan mondial. Il faut analyser ce problème, et à tout le moins qu'on le mentionne dans un rapport comme celui du Comité permanent des finances. Le Comité devrait signaler que c'est un problème canadien, québécois, mais qu'il a aussi des causes mondiales.

On sait aujourd'hui que toute la question des finances et de l'économie s'est mondialisée. On nous le répète assez souvent. Des centaines de milliards de dollars sont transigés chaque jour. Je notais dernièrement que, quotidiennement, les transactions en devises s'élèvent à 1 000 milliards chaque jour. Chaque jour, des centaines de milliards de dollars de bons du Trésor sont échangés dans le monde. Alors, on fait face à un grand marché mondial où il y a des gagnants et des perdants. Il y a des gens qui investissent, il y en a qui peuvent faire des transactions, acheter, vendre et il y en a qui, au cours d'une journée, peuvent lancer sur des marchés des centaines de millions de dollars de façon à déstabiliser des économies ou des monnaies.